CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE TARN-ET-GARONNE

**EXTRAIT du REGISTRE des
DELIBERATIONS de l'ASSEMBLÉE**

4ÈME REUNION DE 2018

Séance du 17 octobre 2018

CD20181017_16
id. 4227

L'an deux mille dix huit, le 17 octobre, les membres du Conseil départemental légalement convoqués se sont réunis à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Christian ASTRUC, Président du Conseil départemental.

Présents :

M. ALBUGUES, M. ASTRUC, Mme BAREGES, Mme BAULU, M. BEQ, M. BERTELLI, M. BESIERS, Mme BOURDONCLE, Mme CABOS, Mme COLOMBIE, Mme DEBIAIS, M. DEPRINCE, M. DESCAZEAUX, Mme FERRERO, M. GONZALEZ, M. HEBRARD, Mme JALAISE, Mme LE CORRE, M. MARDEGAN, Mme MAURIEGE, Mme MORVAN, Mme NEGRE, Mme RIOLS, M. ROGER, Mme SARDEING-RODRIGUEZ, Mme TURELLA-BAYOL, M. VIGUIE, M. WEILL

Absent(s) représenté(s) :

M. BAYLET (pouvoir à Mme LE CORRE), M. HENRYOT (pouvoir à Mme BAULU)

Nombre de membres du Conseil Départemental : 30

Quorum : 16

Le quorum légal étant atteint, l'Assemblée départementale peut valablement délibérer.

**TAXE D'URBANISME
CRÉANCES ADMISES EN NON-VALEUR**

En application du décret n° 98-1239 du 29 décembre 1988 relatif à l'admission en non-valeur des taxes mentionnées à l'article L255-4 du livre des procédures fiscales et à l'article L142-2 du code de l'urbanisme, les décisions prononçant l'admission en non-valeur des taxes d'urbanisme sont prises par le

comptable public sur avis conforme de l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale et l'avis est réputé favorable à défaut de délibération dans le délai de quatre mois à compter de la saisine par le trésorier-payeur de la collectivité.

Il s'agit, le plus souvent, d'insolvabilité pour les particuliers et de liquidations judiciaires pour les sociétés.

A ce jour, les dossiers d'admission en non-valeur des taxes d'urbanisme transmis par le payeur départemental s'élèvent à **13 085 €**.

PARTICULIERS

Date saisine	N° Permis	Montant	Motif invoqué
23/02/18	PC.....045	662,00 €	Procédure de rétablissement personnel du 26/02/13
05/03/18	PC.....011	2 510,00 €	ATD négatifs
14/03/18	PC.....383	411,00 €	Effacement de dette par commission de surendettement du 29/07/16
21/03/18	PC.....329	109,00 €	ATD négatifs Pas d'employeur
21/03/18	PC.....006	1 309,00 €	Ressortissants étrangers, ATD négatifs, pas d'employeur
21/03/18	PC.....012	1 295,00 €	ATD négatifs, pas d'employeur, revenu fiscal faible
21/03/18	PC.....035	1 543,00 €	ATD négatifs, pas d'employeur, revenu fiscal faible
05/04/18	PC.....287	680 ,00 €	ATD négatifs, pas d'employeur
05/04/18	PC011	573,00 €	ATD négatifs, pas d'employeur, défaillant déclaration IR
12/04/18	PC.....015	325,00 €	ATD négatifs, pas d'employeur, revenu fiscal faible
23/05/18	PC.....001	242,00 €	Personne décédée, Succession clôturée
19/06/18	PC.....051	1 254,00 €	ATD négatifs, bien vendu suite divorce
19/06/18	PC.....003	1 416,00 €	ATD négatifs, pas d'employeur, bénéficiaire de l'allocation adulte handicapé
	TOTAL	12 329,00 €	

SOCIETES

Date saisine	Raisons sociales	N° Permis	Montant	Motif invoqué
14/03/18	L.M.	PC12109M0099	707,00 €	Liquidation judiciaire du 27/09/17 Clôture pour insuffisance d'actif
23/05/18	B.S	PC12196M0063	49,00 €	Liquidation judiciaire pour insuffisance d'actifs au 12/01/16
	TOTAL		756,00 €	

Les modalités de paiement de ces taxes d'urbanisme sont définies aux articles L331-1 et suivants du Code de l'Urbanisme. Un étalement entre 1 et 2 ans est prévu en fonction du montant de la taxe.

Le paiement se fait en une seule fois (12 mois après l'autorisation) si le montant de la taxe est inférieur à 1500 € ou en deux fois (2 parts égales 12 et 24 mois après l'autorisation) si le montant est supérieur à 1500 €.

La Paierie départementale est en charge de la mise en œuvre des échéanciers de paiement et les titres ne sont émis que pour les sommes réellement encaissées.

Aucun titre n'ayant été émis précédemment pour ces taxes, il n'y a donc pas lieu d'inscrire des crédits au budget pour valoriser comptablement ces admissions en non-valeur.

Toutefois, au vu des propositions de Monsieur le Payeur Départemental, il appartient à l'Assemblée d'émettre un avis sur l'admission en non-valeur de ces taxes dont le recouvrement s'avère impossible.

*
* *

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu le décret n° 98-1239 du 29 décembre 1988 relatif à l'admission en non-valeur des taxes mentionnées à l'article L255-4 du livre des procédures fiscales et à l'article L142-2 du code de l'urbanisme,

Vu l'avis de la commission des finances,

Après en avoir délibéré,

Envoyé en préfecture le 15/11/2018

Reçu en préfecture le 15/11/2018

Affiché le : 15 NOV. 2018

ID : 082-228200010-20181017-CD20181017_16-DE

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

- Approuve l'admission en non-valeur des taxes d'urbanisme dont le recouvrement s'avère impossible pour un montant de 13 085 € selon les termes et le détail figurant ci-dessus.

Adopté à l'unanimité.

Le Président du Conseil Départemental,

Christian ASTRUC